



HAL
open science

Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, xixe et xxè siècles Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. “ Pour une histoire du travail ”, 2013

Fabienne Pavis

► **To cite this version:**

Fabienne Pavis. Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, xixe et xxè siècles Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. “ Pour une histoire du travail ”, 2013. Travail et Emploi, 2014, p. 110-112. 10.4000/travailem-ploi.6455 . halshs-02125548

HAL Id: halshs-02125548

<https://shs.hal.science/halshs-02125548>

Submitted on 21 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, XIX^e et XX^e siècles*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2013

Fabienne Pavis



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/travailemloi/6455>

DOI : 10.4000/travailemloi.6455

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 110-112

ISSN : 0224-4365

Ce document vous est offert par Université de Nantes



UNIVERSITÉ DE NANTES

Référence électronique

Fabienne Pavis, « Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, XIX^e et XX^e siècles* », *Travail et Emploi* [En ligne], 139 | juillet-septembre 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 21 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6455> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.6455>

Ce document a été généré automatiquement le 21 juin 2021.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, XIX^e et XX^e siècles*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2013

Fabienne Pavis

RÉFÉRENCE

Danielle Fraboulet, Clotilde Druelle-Korn, Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales et la sphère publique. Europe, XIX^e et XX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2013, 339 p.

- 1 Cet ouvrage, édité sous la direction de Danielle Fraboulet, Clothilde Druelle-Korn et Pierre Vernus, propose les actes d'un colloque constituant la deuxième étape d'un programme de recherche européen ; ils participent du renouveau des travaux centrés sur le patronat des XIX^e et XX^e siècles, avec une focale mise ici sur la sphère publique dans différentes configurations européennes. La question porte « d'une part sur les pratiques [d'organisations patronales] à l'égard des principaux acteurs de l'espace public (parlementaires, journaux, institutions diverses), d'autre part sur leurs actions en tant qu'acteurs publics (ce qu'elles sont du fait de la loi, de leur représentativité, etc.) et sur les formes que prennent ces actions » (p. 10). Les modalités d'interconnexion entre intérêts économiques et politiques sont appréhendées à travers vingt-deux études de cas. La première partie s'intéresse plutôt aux pratiques et stratégies des organisations patronales interprofessionnelles. La deuxième s'interroge davantage sur les éventuelles spécificités de certains secteurs de l'action patronale dans la sphère publique. Quant à la troisième partie, elle est consacrée aux effets des jeux d'échelle. Le

résumé des contributions est mis en perspective en introduction de partie. Les cas traités sont majoritairement français (10), mais également italiens (5), suisses (3), ou encore espagnol, allemand et turc (1) ; et c'est la période du xx^e siècle qui domine très largement.

- 2 Le principal intérêt de cet ouvrage est de mettre à disposition du lecteur, en langue française, des études de cas européennes contextualisées réalisées par des spécialistes – historiens, politistes ou sociologues – qui décrivent avec précision les pratiques d'organisations patronales variées, au sein de sphères publiques institutionnalisées différemment en fonction de la période et de la configuration nationale, et qui resituent les multiples jeux sociaux auxquels elles participent, avec plus ou moins de succès, pour défendre leurs intérêts économiques et sociaux. Il contribue au développement de connaissances sur cette thématique grâce à des contributions bien informées, reposant sur des archives souvent originales, et proposant des références bibliographiques pour prolonger ou situer la réflexion.
- 3 Les coordinateurs de l'ouvrage mentionnent, et c'en est un apport intéressant, que les répertoires d'action des organisations patronales interprofessionnelles dans les différents pays étudiés à diverses périodes présentent de nombreuses similitudes (introduction à la première partie, p. 18). De plus, selon eux, on ne peut « dégager des formes spécifiques d'intervention des organisations de branche ou sectorielles » (introduction à la deuxième partie, p. 120). Dès lors, la richesse de l'ouvrage peut être abordée à partir de quatre questionnements transversaux.
- 4 Tout d'abord, plusieurs contributions interrogent **l'immixtion des organisations patronales au sein du jeu politique**. Antonio Escudero décrit comment, dans l'Espagne de la restauration (1876-1923), les lobbies miniers et bancaires interviennent sur la politique économique en usant de pratiques difficiles à objectiver : celles de la corruption. Certains groupes patronaux interviennent alors en politique en formant un parti. Claudio Besana montre comment le parti censitaire créé par les industriels lombards a été bouleversé par l'introduction du suffrage universel masculin (1880-1914). Dans la conjoncture contestataire du début des années 1970 en RFA¹, Werner Bühner restitue les modalités d'accommodement de la Confédération des industries allemandes : il pose la question de la permanence d'institutions de représentation face à des transformations politico-économiques considérables. Durant les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, une association d'hommes d'affaires étudiée par Huseyin Sevim utilise son poids économique pour intervenir sur la scène politique nationale turque. Enfin, Sébastien Guex et Malik Mazbouri, à partir du cas de l'Association suisse des banquiers analysé sur l'ensemble de xx^e siècle, mettent en lumière les conditions de la translation du pouvoir économique en influence politique, y compris en s'intéressant aux facteurs externes à l'association (structures socioculturelles et politiques de la Suisse). L'exploration de l'interpénétration entre logiques patronales et logiques politiques ouvre des perspectives particulièrement stimulantes.
- 5 Ensuite, les contributions posent la question de l'institutionnalisation de la **régulation publique/privée**. En France, la reconnaissance par l'État des organisations patronales comme interlocutrices en matière de négociation collective et pour siéger dans les organismes paritaires ou consultatifs repose, à partir de 1946, sur un système de représentativité. S'intéressant à sa construction, Jean-Pierre Le Crom décèle le rôle joué par les considérations subjectives et les approximations quantitatives dans les enquêtes

de représentativité conduites par l'Administration. À travers l'analyse de la constitution d'une interprofessionnelle liée à un produit de luxe, le champagne, entre 1898 et 1939, Yves Tesson montre que l'instance corporative, portée par les pouvoirs publics, tente ensuite de s'affranchir de la tutelle du pouvoir central. C'est à l'inverse par les voies les moins institutionnalisées, les moins spécialisées, les moins techniques, qu'agissent certains représentants de dirigeants d'entreprises. Caroline Frau met ainsi en évidence les circonstances dans lesquelles les représentants des buralistes français (détenteurs d'un monopole étatique) en appellent à la rue à la fin des années 1990 : face à la lutte contre le tabagisme portée par le ministère de la Santé, un mode d'action protestataire devient envisageable.

- 6 Certaines organisations patronales interviennent par ailleurs dans la **construction et la régulation des marchés**, le plus souvent aux côtés d'acteurs publics (ministères, commissions parlementaires, administrations locales, *etc.*). La lutte des entreprises d'« assurance libre » contre les mutuelles entre 1895 et 1925 (Raymond Darteville) ou celle des négociants en vin contre les coopératives entre 1920 et 1965 (Stéphane Le Bras) indiquent que certains groupes affirment concurremment (et avec d'autres alliés politiques) ce qui est bon pour le pays en matière économique. Le marché du tourisme, étudié dans les cas suisse (1882-1939) et italien (1899-1943), a besoin d'être « parlé » et « chiffré », pour être reconnu comme stratégique et aidé par les structures publiques nationales et locales (Cédric Humair, Marco Téodori et Andrea Zanini). Le marché de l'aluminium (1953-1975), qui soulève comme dans le cas du tourisme des enjeux de tarifs douaniers et de balance des paiements, est à l'inverse très concentré et mondial. Le mode d'action pertinent pour les principaux producteurs d'aluminium est alors le club européen (Marco Bertilorenzi). À partir de l'analyse de l'activité de l'Union centrale des associations patronales suisses au début du XX^e siècle, Pierre Eichenberger restitue les modalités d'influence de la législation pour contrôler le marché du travail dans la construction. Ce faisant, il met en perspective le travail réalisé par l'organisation faïtière sur ses propres membres, aux ressources et intérêts contrastés, pour parvenir à agir dans l'intérêt commun des patrons, opposé à celui des salariés.
- 7 Enfin, les **conditions de création du marché européen** sont observées à travers le prisme de deux configurations nationales. Le cas français est pris pour objet par Laurent Warlouzet qui s'intéresse au rôle du CNPF² en général, et de Georges Viguière, son président, en particulier, dans la création de la Communauté économique européenne (1956-1958). Yohann Morival, quant à lui, examine comment s'est développée la position du CNPF sur la zone de libre-échange pour les produits industriels, sollicitée par les pays neutres au début des années 1970, montrant ainsi les multiples arènes en jeu. Le cas italien est étudié par Fernando Salsano qui analyse comment les dirigeants de l'Association des sociétés italiennes par actions ont traversé la période fasciste et joué un rôle actif dans l'après-guerre, participant activement au mouvement d'intégration européenne grâce à leur compétence fiscale (1910-1957). En axant son étude sur l'Assolombarda, organisation milanaise influençant le syndicat national Confindustria, Paolo Tadeschi identifie un autre mode d'interconnexion entre vie politique et organisations patronales durant l'intégration européenne : la perte de pouvoir au profit de l'État entrepreneur et des syndicats de travailleurs (1945-1960). Ces différentes contributions montrent en contexte le rôle d'experts, joué par les organisations patronales, notamment via la production de statistiques. Ce répertoire d'action crucial, « dire la vérité », est pris pour objet par Michel Offerlé qui esquisse une sociologie d'experts patronaux contemporains et une analyse des usages de

l'expertise. Par une entrée singulière, les statistiques agricoles italiennes produites par les porteurs d'intérêts que sont les propriétaires fonciers (1907-1929), Federico D'Onofrio analyse le maillage nécessaire à l'établissement de chiffres, le jeu de traduction associé et, *in fine*, la construction de la valeur économique.

- 8 L'effet kaléidoscopique de cette brève note se veut être le reflet d'un livre stimulant dans la mesure où les contributions explorent chacune à leur façon, sur un mode plus ou moins analytique, les mécanismes sociaux à l'œuvre dans l'interaction entre sphères patronale et publique. Il est toutefois également source de frustration pour le lecteur : l'ouvrage aurait gagné à mieux mettre en perspective les travaux au regard des bibliographies nationales et disciplinaires notamment, ou encore, au regard des indicateurs choisis. Il aurait pu nourrir plus explicitement une démarche comparative (y compris en affirmant que la voie la meilleure est de multiplier les monographies nationales contextualisées) et ainsi suggérer des pistes, proposer des hypothèses dépassant le cadre des études de cas et participer à un débat intellectuel plus large. Dans le même ordre d'idées, le travail éditorial aurait pu consister à sélectionner moins de contributions de façon à étoffer un propos général plus cohérent et permettre à chacun des auteurs de mieux déployer son argumentation.
- 9 Ce regret n'empêche évidemment pas que les spécialistes trouveront dans cet ouvrage collectif des idées, des configurations, des processus qui alimenteront leurs propres recherches.

NOTES

1. République fédérale allemande.
2. Conseil national du patronat français.

AUTEURS

FABIENNE PAVIS

Centre nantais de sociologie (Cens), université de Nantes.